

Interview d'Edouard Chevardnadze sur la politique extérieure de l'Union soviétique (26 juin 1990)

Légende: Le 26 juin 1990, Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des Affaires étrangères, explique dans les colonnes du quotidien communiste moscovite Pravda les nouvelles orientations de la politique extérieure de l'Union soviétique.

Source: Documents d'actualité internationale. dir. de publ. Ministère des Affaires étrangères. 01.10.1990, n° 19. Paris: La Documentation française. "Interview de M. Eduard Chevardnadze, ministre des Affaires étrangères (Pravda, 26 juin 1990)", p. 363-366.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_d_edouard_chevardnadze_sur_la_politique_exterieure_de_l_union_sovietique_26_juin_1990-fr-680cef25-e267-420a-9bce-432704074e20.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Interview de M. Edouard Chevardnadze, ministre des Affaires étrangères (Pravda, 26 juin 1990)

La "Pravda" m'a demandé de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1. Les lecteurs de la "Pravda" se montrent de plus en plus préoccupés par les concessions que nous faisons à l'Occident. Qu'en pensez-vous ?
2. Quelles leçons pouvons-nous tirer des événements révolutionnaires qui ont transformé l'image des pays de l'Europe orientale ?
3. Les lecteurs de la "Pravda" s'interrogent sur l'avenir de l'Organisation du Traité de Varsovie. Que va devenir son activité dans les conditions nouvelles ?
4. Des événements tels que la réunification de l'Allemagne et son adhésion envisagée à l'OTAN ne remettent-ils pas en cause l'édification de la maison commune européenne ? Les événements en Europe vont-ils avoir des incidences sur le processus d'Helsinki, notamment sur l'inviolabilité des frontières issues de la dernière guerre ?
5. N'accordons-nous pas trop d'importance aux relations soviéto-américaines, ne minimisons-nous pas les relations avec le Tiers Monde ? Comment allier la solution des problèmes globaux et régionaux ?
6. Peut-on parler de succès concernant la désidéologisation des relations internationales ?
7. Les médias commencent à critiquer les ambassades qui dépensent parfois sans compter des devises qui nous font défaut. Est-ce votre sentiment ?
8. Quels changements, parmi ceux qui ont affecté le ministère des affaires étrangères depuis votre nomination, vous paraissent décisifs ?
9. Avez-vous commencé à écrire vos mémoires ?

L'éventail est large ; si la plupart des questions concernent les grands problèmes, la base, la philosophie même de la politique, d'autres sont plus particulières. Aussi me semble-t-il plus logique et justifié de développer ma réponse sur le sujet qui suscite le plus d'intérêt des lecteurs : notre politique extérieure est-elle juste ? Je ne veux pas, ce faisant, éviter les questions "gênantes", je m'expliquerai aussi sur ces sujets mais, en quelque sorte, en marge de mes réflexions sur la politique.

J'aimerais commencer par quelques remarques d'ordre général.

Dans tout État, en principe, la politique extérieure préserve plus que tout autre domaine un esprit de conséquence élevé, la finalité de ses buts, ses options générales. Mais, à chaque étape, elle a une lecture autre, moderne, de sa mission, elle s'enrichit d'idées nouvelles et de points de vue de grande ampleur, elle agrandit sa panoplie d'outils professionnels. C'est un processus ininterrompu. On juge de la qualité de la politique à la manière dont elle est tournée vers le progrès, dont elle est réceptive aux tendances embryonnaires de l'évolution sociale, à son réalisme et à son adéquation aux nécessités de l'État, à l'intérêt global de la civilisation.

La politique extérieure constitue, par ailleurs, un système relativement "inerte". Elle est assez difficile à changer. En partie parce qu'elle fait appel à des dizaines de départements et d'organismes, à des milliers de professionnels de la politique, aux parlementaires, aux diplomates et aux experts. Mais la position des autres États constitue également un facteur essentiel. On peut exposer des idées nouvelles, formuler n'importe quel principe d'une nouvelle réflexion mais, tant que la communauté internationale n'y fera pas écho et ne les soutiendra pas, ils resteront lettre morte. Aucun pays, aussi grand et puissant soit-il, n'est en mesure de tout faire. Tout simplement parce qu'on ne le laissera pas se conduire comme il l'entend dans l'arène

internationale.

Une politique extérieure est viable quand elle repose sur le droit, la force de conviction, des intérêts et des buts compatibles, la coopération et l'inter-action. La politique de force, qu'elle soit intégrée à la diplomatie ou à l'état pur, a toujours fini par conduire les États à la faillite politique, à des catastrophes. De grands empires ont disparu, alors que des États ne possédant pas vraiment de forces armées sont florissants.

La politique extérieure ne peut donner que ce qu'elle a. En 1917, beaucoup ont adressé des reproches aux départements de politique extérieure de l'Angleterre, de la France et des États-Unis : comment et pourquoi, s'indignaient-ils, avez-vous permis la révolution en Russie ? Comment ne pas se souvenir des USA, de la chasse bruyante et haineuse faite à ceux qui "avaient perdu la Chine" en 1949 ? C'est là, par une intervention en Virginie occidentale, que MacCarthy commença une carrière fantastique, que l'Amérique entra dans une période sombre de son histoire MacCarthy cita nommément les fonctionnaires du département d'État qui avaient affaibli les USA dans leur lutte contre le communisme mondial. Aussi étrange que cela puisse paraître, de tels accusateurs se révèlent aussi chez nous ces derniers temps. D'aucuns aimeraient bien, c'est l'impression qu'ils donnent, mener une enquête non dénuée de passions pour savoir "qui a perdu l'Europe orientale".

Je constate avec peine et amertume que, pour certains, l'armée soviétique n'aurait pas libéré plusieurs pays d'Europe mais s'en serait emparé comme de trophées de guerre. Ils se permettent des déclarations chauvines qui offensent la dignité d'États souverains.

J'estime de mon devoir moral de présenter mes excuses aux peuples des États de l'Europe orientale pour les paroles blessantes et inacceptables prononcées par certains de mes compatriotes.

Il faut accepter comme un axiome le fait que bien des problèmes ne sauraient être résolus par la diplomatie, de même qu'ils ne sauraient être résolus par la force. La politique extérieure ne peut, à l'instar de la politique intérieure, défendre une cause indéfendable par principe, une cause qui contredit la conception universelle de l'égalité, de la liberté, du pouvoir du peuple et de la démocratie, qui va à l'encontre du cours naturel de l'histoire.

Une politique fondée sur l'idéologie, imprégnée d'idéologie peut être valable si cette idéologie repose sur le principe du bien, de la justice, de l'humanisme, des valeurs morales. La propagande du sectarisme idéologique, de l'intolérance n'ont jamais rien donné de bon. La société ne suit ni les ermites ascètes, ni les faibles d'esprit, même s'ils disent la vérité sur l'état de la société. Quand nous parlons de désidéologiser les relations entre les États, nous voulons parler de la nécessité de les affranchir d'une idéologie déformée, d'un extrémisme idéologique.

J'avais besoin de cette parenthèse pour dessiner, dans le contexte de la nouvelle mentalité politique, le cadre de ce qu'il est possible, réaliste et raisonnable de faire en politique extérieure.

Le balancier de l'opinion publique, d'une certaine partie tout au moins, oscille chez nous entre deux points opposés : auparavant, tout allait bien ou tout allait mal. Je n'ai pas l'intention d'entamer une discussion sur ce sujet. J'aimerais simplement dire qu'il faut montrer autant d'esprit de responsabilité pour juger du passé que pour choisir les voies de l'avenir.

L'organisation du Traité de Varsovie a-t-elle un avenir ? Référons-nous à l'histoire. Cette organisation n'a pas toujours existé. Elle est née en 1955. L'OTAN a été instituée en 1949, je tiens à le rappeler. Nous avons donc vécu, à une certaine époque, sans OTAN et sans Organisation du Traité de Varsovie. Comme tout accord, le Traité de Varsovie n'est pas éternel, il a été conclu pour un certain laps de temps. Il est apparu dans un contexte historique bien précis, il a fonctionné pendant la longue période de guerre froide dans une atmosphère de vive confrontation militaire et idéologique. Cette organisation n'a pas, par malheur, été à l'écoute des changements, n'a pas toujours su marcher avec son temps, ne s'est pas modernisée, n'a pas perfectionné ses structures militaires et politiques. Tout cela ne pouvait manquer d'avoir des répercussions aujourd'hui, dans une situation fondamentalement différente.

Le Traité de Varsovie n'en a pas moins existé, et il continuera d'exister tant qu'il répondra aux besoins réels des pays qui en sont membres. Son comité politique consultatif a récemment adopté, à Moscou, une déclaration qui définit les options concertées d'une transformation profonde de l'alliance, de sa doctrine, de sa stratégie, de ses buts, de l'organisation de toute son activité. Une commission a été formée afin de rédiger des recommandations *ad hoc*.

Nous ne pouvons tirer qu'une seule et même leçon du Traité de Varsovie et des "événements révolutionnaires qui ont modifié le profil des pays de l'Europe de l'Est" : pour qu'une chose soit stable et vivante, elle doit reposer sur le libre choix des peuples et des États.

Que répondre à ceux qui demandent pourquoi nous avons laissé faire les changements en Europe de l'Est, pourquoi nous avons accepté de retirer nos troupes ? Ils sous-entendent apparemment une autre question : pourquoi n'avons-nous pas eu recours aux chars pour "rétablir l'ordre" ?

Peut-on vraiment penser sérieusement que cette possibilité existait, qu'il est possible de résoudre ainsi un problème ? N'avons-nous donc rien appris, n'avons-nous pas retenu les leçons de l'Afghanistan à défaut d'avoir retenu celles de 1956 et de 1968 ? N'avons-nous pas eu suffisamment de morts, n'avons-nous pas suffisamment d'invalides parmi nos soldats internationalistes ?

Or les interventions et les publications se multiplient, qui critiquent, en partant de ce sous-entendu, notre "politique en Europe orientale". Nous ne réalisons pas toute notre politique extérieure de la meilleure façon, c'est indéniable, nous réalisons même très mal certains éléments. Mais celui qui entreprend une critique sérieuse ne doit pas s'arrêter après s'être demandé pourquoi nous n'avons pas coupé court. Il doit poursuivre jusqu'au bout. Or, le jusqu'aboutisme engendre très souvent, sans parler des aspects moraux et juridiques, une dégradation importante des relations avec les autres pays, des conflits, des guerres même. Tout individu qui se fait l'avocat d'une politique de force doit, à mon sens, non pas s'adresser aux organismes d'État mais aux jeunes qui partiront en patrouille, à leurs mères, au peuple qui sera précipité dans la guerre.

Il serait temps de comprendre que le socialisme, pas plus que l'amitié, le bon voisinage et le respect ne peut être assis sur les baïonnettes, les chars et le sang. Quel que soit le pays, les relations doivent reposer sur l'intérêt et l'avantage mutuels, le principe du libre choix. C'est ainsi que nous avons commencé à agir et c'est grâce à cela que le monde a connu de gigantesques changements positifs. Oui, des problèmes ont surgi, mais freiner ces changements aurait pu déboucher sur une tragédie.

D'aucuns cherchent à insinuer, aujourd'hui, que le retrait des troupes de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Mongolie et de RDA a été décidé dans le dos des militaires. Ce n'est pas vrai. Ce sont les militaires qui ont été les principaux acteurs de toutes les négociations. Les problèmes ont été examinés de façon collégiale, ils ont été résolus de même.

Autre chose est de dire que les aspects sociaux de ces retraits ont été mal préparés. On a oublié le militaire en tant qu'homme, ses besoins, sa famille, ses enfants. C'est une grosse erreur qu'il convient de réparer d'urgence.

Il est apparemment nécessaire d'expliquer la situation liée au processus européen.

L'Acte Final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe a été signé en 1975. Un peu plus tard, devenu ministre, j'ai participé aux initiatives organisées à l'occasion de son dixième anniversaire.

Il était déjà clair que le processus d'Helsinki était en voie d'extinction. On commençait à voir la nécessité de placer, au centre de ce processus, l'idée d'un assouplissement et d'une fin éventuelle du schisme de l'Europe, d'une réduction de la confrontation militaire, d'une extension de la coopération entre les trente-cinq États à d'autres domaines, dont celui de la sécurité. C'est alors qu'il fut proposé de bâtir la maison commune européenne. L'idée fut formulée par M. Gorbatchev, lors de la première visite qu'il effectua à Paris, à l'automne de 1985. Ce fut même, je peux le dire, une de ces grandes idées politiques qui devancent leur

temps. Elle reposait sur la prévision de changements en Europe, sur la compréhension du fait que la sécurité européenne doit être édiflée collectivement.

L'Acte final a consacré le principe de l'inviolabilité des frontières en Europe. C'est bien pour cela que la question des frontières de la future Allemagne réunifiée ne pose de problème particulier à aucune des quatre grandes puissances, pas plus qu'à la Pologne, à l'Allemagne ou à quiconque d'autre.

Oui, la perspective d'une réunification de l'Allemagne a remué les souvenirs, a mis sur leurs gardes bien des gens, et pas dans notre pays seulement. Mais essayons d'envisager la question sous un autre aspect, combien de temps la division de l'Allemagne pouvait-elle encore durer ? Des années, des décennies, une éternité ? Combien de temps nos soldats devraient-ils monter la garde sur l'Elbe ? Des années, des décennies, une éternité ?

Même si on laisse de côté les facteurs moraux, qu'est-ce qui présente le plus de risques : le maintien d'une grande nation divisée qui cherchera inévitablement la réunification ou sa réunification dans le cadre d'un règlement européen ? Seule la seconde proposition me semble conduire à la paix et à la stabilité. La question qui se pose est donc celle de la qualité et de la fiabilité du règlement juridique international qui interviendra concernant l'édification de l'unité allemande. Il ne s'agit pas de fondre deux États en un, mais de faire en sorte que la terre allemande ne soit plus génératrice d'une menace pour la paix, que les intérêts légitimes des autres pays européens soient pris en compte.

Une crainte surgit immédiatement, relative à l'adhésion envisagée de l'Allemagne à l'OTAN. Des éléments doivent être précisés. Premièrement, il y a longtemps que la RFA est membre de l'OTAN. Il ne peut donc s'agir que de l'extension du potentiel de l'OTAN par l'entrée de la RDA, au moment - et à condition - où cette dernière deviendra partie intégrante de l'Allemagne. Je n'ai nullement l'intention de dire que l'élargissement possible de l'OTAN ne doit pas nous préoccuper. Nous sommes tout sauf indifférents au futur statut politique et militaire de l'Allemagne. Mais cette question devra sans doute être examinée de plusieurs façons, en fonction des changements qui vont se produire en Europe. Or ces changements - il existe un vaste consensus international à ce sujet - vont prendre les directions suivantes :

- l'édification de l'unité allemande doit s'accompagner d'une réduction générale et significative - pour atteindre le niveau de la défense raisonnable - des forces armées et des armements en Europe y compris de l'arsenal militaire de l'Allemagne
- le processus d'Helsinki se transformera, parallèlement, en institution. Nous l'envisageons ainsi : rencontres régulières au sommet et entre les ministres des affaires étrangères, consultations politiques au niveau des ambassadeurs, création d'un secrétariat de la CSCE, ouverture d'un centre d'échanges d'information sur les activités militaires et d'un centre pour la solution des conflits.
- S'il faut nécessairement transformer les blocs en alliances à caractère essentiellement politique, il faut aussi concerter certains principes des relations entre ces alliances et entre les États qui en sont membres. Le mieux serait d'adopter une déclaration politique à caractère obligatoire, sur les intentions concernant les relations mutuelles.

Bien des choses dépendront des décisions que le Conseil de l'OTAN adoptera à Londres, lors de sa session du mois de juillet. Le choix qui sera fait, il n'est pas exagéré de le dire, entraînera des conséquences de grande portée, tant pour l'Allemagne que pour l'ensemble de l'Europe.

Il faut naturellement du temps pour ré-examiner les orientations politiques, la doctrine, la stratégie. La mise en œuvre n'est pas pour tout de suite. Aussi faut-il commencer par s'entendre sur une période transitoire, durant laquelle il ne pourrait intervenir de grands changements militaro-stratégiques sur le territoire de la RDA, la présence d'un contingent de troupes soviétiques étant notamment maintenue.

Je parle là des moments-clefs du futur règlement des aspects extérieurs de l'unité allemande. Il inclura, bien entendu, de nombreux autres éléments. Le cadre du mécanisme "2+4" permettra, j'en suis convaincu, de

parvenir à des ententes qui prendront en compte comme ils le méritent les intérêts légitimes de toutes les parties. Je voudrais simplement, aujourd'hui, demander au lecteur de ne pas mesurer la situation à une seule aune, de ne pas la croire statique. L'Allemagne réunifiée existera dans un cadre foncièrement différent - notamment sur le plan militaro-stratégique - de celui qui existait hier ou de celui qui existe aujourd'hui.

L'Allemagne réunifiée et l'URSS noueront, nous en sommes également convaincus, des relations économiques et politiques étroites, nous pourrions coopérer et agir ensemble dans l'intérêt de la future Europe et de la paix.

Nous parlons beaucoup de la stabilité en Europe et dans le monde. Nous comprenons tous, que bien des choses ici sont liées à nos affaires "domestiques", à l'état de notre économie, à un climat politique et moral sain dans notre pays, au succès de notre pérestroïka. Il est indispensable d'avoir une Union Soviétique forte et stable pour que l'équilibre européen et mondial garantisse la paix de tous.

Je suis toujours étonné, je l'avoue, d'entendre dire que la diplomatie soviétique "surestimerait l'importance des relations soviéto-américaines, sous-estimerait les relations avec les autres pays".

Les relations avec les Etats-Unis ont toujours été et demeurent, pour nous, une question centrale. Il ne peut tout simplement pas en être autrement. Car seuls les USA sont en mesure de détruire l'URSS, et nous sommes seuls à pouvoir riposter de manière identique. Tout conflit entre nous serait une catastrophe globale. Comment pourrait-on ne pas accorder une importance primordiale aux relations soviéto-américaines ?

C'est bien par sens des responsabilités et non par fantaisie que nous menons diverses négociations avec nos partenaires américains, que nous élaborons et concluons des accords et des traités, que nous édifions des relations véritablement nouvelles avec cette grande puissance, le dialogue permanent, les rencontres au sommet, les contacts entre les ministres sont une condition indispensable à la survie du monde et au renforcement de la stabilité internationale. Cela répond à l'intérêt de tous les pays, qu'ils soient grands ou petits, développés ou en voie de développement.

Je ne puis accepter que l'on accuse la diplomatie soviétique "d'oublier" le Tiers Monde. Que l'on parle en volume ou en qualité, nous avons, ces dernières années, resserré nos liens avec les pays en voie de développement. Nous avons établi - ou porté à un niveau supérieur - des relations diplomatiques avec une dizaine d'États. Combien de leaders du Tiers Monde se sont rendus à Moscou depuis le début de la pérestroïka ! Nous avons effectué des visites dans des dizaines de pays qui n'avaient encore jamais accueilli un représentant soviétique de haut rang.

Nous ne sommes toutefois pas satisfaits de nos relations avec les pays en voie de développement. Moins sur le plan politique que dans les domaines économique, culturel, scientifique, technique et autres. L'état de l'économie soviétique, les structures des relations économiques extérieures nous imposent des limites sacrées.

Le Tiers Monde, ce sont aussi les conflits régionaux des points névralgiques de dimension globale tels que l'écologie, la stratégie du développement, l'endettement, l'accès aux technologies pacifiques de pointe et la non-dissémination des technologies pouvant servir à fabriquer notamment des armes nucléaires et chimiques, des missiles. Tout est, ici, étroitement lié, mais ces problèmes peuvent être résolus à condition de ne pas diviser le monde en catégories, de le considérer comme une entité.

Je suis content que l'on me demande si nous ne faisons pas trop de "concessions à l'Occident". Content, parce que je voulais m'exprimer depuis longtemps sur ce point. Cette question, je l'admets, peut partir d'un bon sentiment. Mais j'aimerais aussi répondre à ceux qui sont directement responsables de la sécurité du pays, qui approuvent les propositions que nous élaborons au cours des négociations mais qui reprochent ensuite, par voie de presse, à la politique extérieure soviétique "d'avoir, on ne sait pourquoi, trop tendance à céder". J'aimerais répondre à certaines publications, par exemple à l'article que Rabotchaïa Tribouna ("Tribune ouvrière" - NdT) a fait paraître sous le titre "Seul le fromage de la souris est gratuit".

Nous sommes toujours partis du fait que les négociations sur la réduction des armements sont absolument indispensables à la sécurité tant du pays que du monde entier. Je vais donc être franc : les restrictions ne sont pas nécessaires uniquement pour nous, mais elles le sont d'autant plus pour nous que nos partenaires disposent d'une économie plus puissante, d'une science plus avancée, de finances plus saines et d'un niveau de vie plus élevé, ce qui les rend davantage aptes à supporter une course aux armements "ouverte". C'est pour moi un axiome. Je ne saurais, ici, me fier au dicton "pauvreté est source d'ingéniosité".

Echanger trois missiles "SS-20" contre un "Pershing 2" est avantageux, pas cher payé dirais-je même. Le "Pershing" aurait pu à coup sûr toucher notre État-Major général, alors que le "SS-20" ne pouvait atteindre leur Pentagone. Les "experts" qui continuent de comparer les paramètres quantitatifs du Traité sur la liquidation des missiles intermédiaires et de plus courte portée l'ignoraient-ils ?

Certains griefs peuvent être le fait d'une méconnaissance. C'est ainsi qu'il y a quelques jours, lors du Congrès du parti communiste de la RSFSR, un camarade délégué a prétendu que, dans un discours à Copenhague, j'aurais de mon propre chef annoncé le retrait des missiles tactiques soviétiques d'Europe centrale. Je ne lui en veux pas car il ne devait pas savoir que mes propos faisaient référence à un document signé par le ministre de la Défense et le chef de l'État-Major général. Cette position avait été concertée pour les pourparlers du sommet soviéto-américain.

Je voudrais expliquer le mécanisme des pourparlers sur le désarmement. Les délégations sont complétées par les administrations intéressées, sur la base de la parité. Des généraux, des colonels, d'autres officiers participent aux négociations, ainsi que des représentants de l'industrie militaire. Le centre de concertation des positions, d'élaboration des directives se trouve, pour dévoiler un secret, à l'État-Major général. Le ministère des affaires étrangères, qui ne dispose que d'un seul siège au sein de ce groupe, n'a aucune chance "d'imposer" son opinion. Les recommandations élaborées par ce groupe sont présentées à la direction politique, il en est fait rapport au président du pays en cas de nécessité. Je voudrais souligner, par là même, que toutes les décisions sont minutieusement étudiées, que les positions sont définies sur une base d'entente.

Il semblerait que nous soyons entrés dans l'ère de la transparence. On reproche publiquement aux diplomates de "faire des concessions", sans les citer le plus souvent, de porter soi-disant atteinte à la "sécurité" du pays. Ne serait-il pas temps de parler plus franchement de la sécurité ? Les contribuables soviétiques sont en droit de connaître la "sécurité" que leur vaut leur argent. Pour porter un jugement qualifié sur "les concessions", les gens doivent connaître les caractéristiques comparatives des différents systèmes et leur fiabilité, avoir des informations sur les programmes militaires et leur coût.

On ne peut que s'incliner devant l'industrie de la défense qui a entrepris d'aider le pays à survivre, à relever son économie, en organisant la production de biens civils. Mais il faut aussi parler des problèmes. Pourquoi se taisent-ils ceux qui ont, semble-t-il, consolidé la sécurité du pays en organisant la production en série d'armes chimiques et en continuant d'en produire alors que plus personne d'autre ne le faisait dans le monde ? Deux solutions s'offrent à nous aujourd'hui : ou bien nous mettons au point une technologie et nous dépensons trois milliards de roubles au bas mot pour détruire ces armes, ou bien les substances toxiques transformeront des régions entières en désert.

Certains camarades se refusent toujours à croire, semble-t-il, que la politique de l'État consiste réellement, sur la base de la réciprocité, à éliminer les armes nucléaires et chimiques, à réduire les forces armées et les armements, à s'en tenir aux principes de la suffisance et de la défense non offensive.

Quand les gens sauront, ils donneront leur opinion et aux diplomates et aux militaires, ils leur diront ce sur quoi il faut rester ferme et ce sur quoi il est possible de faire des compromis. Je ne pourrais que me féliciter si les lecteurs de Rabotchaïa Tribouna disaient combien de matières premières il aurait été possible d'acheter avec l'argent qui a servi à fabriquer des techniques militaires inutiles et obsolètes.

J'aimerais souligner, une nouvelle fois, que toutes les décisions de politique extérieure ne sont pas prises par une seule personne qui serait encline aux concessions, mais sont élaborées par les représentants de multiples départements. Plus généralement, il est normal de mener la discussion. Cela ne peut qu'être utile au pays et à

sa défense.

Permettez-moi, maintenant, de réagir à certaines questions plus particulières.

Nous nous sommes efforcés de professionnaliser les services diplomatiques, de les rendre plus compétents, audacieux, ouverts et démocratiques. Pour qu'ils répondent aux exigences de la pérestroïka, qu'ils l'aident. Certaines choses ont été réalisées, d'autres pas vraiment. Je ne peux pas dire que je sois satisfait du résultat.

Pour ce qui est de mes mémoires, je n'envisage même rien sur ce plan. Je n'ai d'ailleurs pas le temps d'y penser, pour être honnête. Ce ne sont pas les souvenirs qui manquent, bien sûr. Je suis devenu ministre à une époque extrêmement intéressante, à un moment de la politique mondiale que l'on peut, sans exagération, qualifier de charnière. Je fus le témoin et, souvent même, l'auteur d'événements majeurs.

Je suis particulièrement satisfait de voir que nous avons pu signer les accords de Genève, rapatrier nos garçons de la guerre d'Afghanistan, sans qu'il soit porté atteinte à la dignité et au prestige de notre pays, en gardant des rapports d'amitié et de bon voisinage avec l'Afghanistan.

(Source : Ambassade de l'URSS à Paris)